



Appel à articles pour la RFSE

**Les emplois domestiques entre rapports de genre, rapports de classes et migrations  
(coordination : François-Xavier Devetter et Florence Jany-Catrice)**

Après une période de recul important, l'emploi dans les services domestiques est redevenu un enjeu politique et économique important. Au cœur des politiques de l'emploi notamment à destination des moins qualifiés, le secteur – inclus en France dans les services à la personne – est également appelé à répondre à d'autres objectifs comme celui d'assurer une meilleure conciliation des temps familiaux et professionnels. Au cœur des rapports de genre tant au sein de l'espace familial que de l'espace professionnel, ces emplois questionnent également d'autres rapports sociaux comme les rapports de classes ou encore les relations entre nationaux et immigrés.

La « modernisation » importante de ces services s'est traduite différemment selon les contextes nationaux mais certaines tendances semblent structurelles : développement d'organismes prestataires ; croissance des aides publiques visant à démocratiser la demande ; intervention accrue des pouvoirs publics dans l'organisation de l'offre, etc. La diversité et la plus ou moins grande intensité de ces évolutions pourraient alors dessiner des modèles nationaux assez spécifiques. Plus encore, ces transformations parviennent-elles à modifier les rapports sociaux inégalitaires qui caractérisaient les services domestiques traditionnels ? Le scénario d'un renouveau de la domesticité tel que le défendait André Gorz est-il encore d'actualité ou d'autres modèles sont-ils en train de se développer en lien avec les transformations du capitalisme contemporain ?

La comparaison des évolutions nationales non seulement dans les pays européens mais aussi dans les pays d'Amérique du Nord et du Sud pourrait fournir des analyses riches d'enseignements. En effet, si des recherches ont été menées sur la mondialisation de la « chaîne du soin », beaucoup restent centrées sur des espaces spécifiques comme le Brésil ou la Colombie et, au final, peu de travaux ont analysé, de manière empirique ou théorique, la dynamique de ces emplois et de leur renouveau. Non seulement les contextes nationaux méritent d'être comparés mais surtout le lien éventuel entre inégalités et développement des emplois dans les services domestiques semble devoir être davantage explicité et relié au fonctionnement des systèmes d'emploi dans leur ensemble.

Ce dossier de la RFSE viserait ainsi à questionner plus directement (et à travers différents *contextes nationaux européens et extra-européens*) les dynamiques qui caractérisent les emplois dans les services domestiques et notamment le poids que peuvent ou non avoir les inégalités sociales, de genre ou de race. Les contributions attendues pourront d'abord interroger les facteurs de demande adressés à ce type de service et questionner par exemple les relations entre la répartition des tâches domestiques au sein du ménage et la propension au recours à l'externalisation. Un second axe pourrait accueillir des propositions relatives à l'organisation et à la qualité de ce segment spécifique

du marché du travail (rémunérations, conditions de travail, modes de recrutement, etc.), en s'interrogeant sur la capacité à préfigurer de nouvelles configurations salariales par exemple. L'analyse des politiques publiques en faveur de l'emploi peu qualifié pourrait également être menée sous cet angle. En effet, les mesures visant à abaisser le coût du travail ou à favoriser l'acceptation par les salariés d'emplois peu rémunérés (à l'instar du revenu de solidarité active) peuvent jouer un rôle favorable à la création d'emplois dans ce secteur. Enfin, des analyses ré-interrogeant la question de la *reconnaissance* au travail pour des emplois considérés comme pénibles et dévalorisés sont les bienvenues. La notion de « sale boulot » permet-elle par exemple d'explicitier les mécanismes d'allocations de ces emplois ? Peut-on mesurer l'ampleur de la déqualification à l'œuvre notamment dans le cadre des migrations internationales ? Le rôle des immigrants, nombreux dans ces emplois pourtant présentés comme « non délocalisables » peut aussi être au cœur des questionnements.

**Date limite d'envoi des articles : le 15 novembre 2012**

Les articles d'une longueur maximale de 60 000 signes espaces comprises doivent parvenir par voie électronique à l'adresse suivante : [rf-socioeconomie@univ-lille1.fr](mailto:rf-socioeconomie@univ-lille1.fr). Ils doivent impérativement être présentés selon les normes formelles de la revue (cf. [Les consignes aux auteurs](#)).